



NOTE DE LECTURE

Ran HALEVI, *Le Chaos de la démocratie américaine. Ce que révèle l'émeute du Capitole*, Collection Le Débat, Gallimard, Janvier 2022

Donald Trump a « fait passer le pouvoir avant les principes, parce qu'il trouve que son propre intérêt est plus important que celui du pays, et parce que son ego blessé lui importe plus que notre démocratie ou notre Constitution. »

Un an s'est écoulé, mais Joe Biden n'a rien perdu de sa colère froide à l'égard de son prédécesseur et des agissements dont il s'est rendu complice le 6 janvier 2021. Ce jour-là, devant les yeux ébahis d'un pays encore marqué par une élection présidentielle à l'issue longtemps incertaine, des milliers d'émeutiers envahirent le Capitole, temple sacré de la démocratie américaine, incités par les diatribes d'un Donald Trump n'acceptant pas le verdict des urnes. Retransmises en direct sur les télévisions du monde entier, les exactions des émeutiers

tendant, aux cris de « Stop the Steal », d'interrompre le décompte des voix du collège électoral par le Congrès marquèrent la fin crépusculaire d'une Présidence pas comme les autres.



Une fois le choc passé et les passions retombées, vint le temps de l'analyse. On pourrait alors être tenté de voir dans cette explosion de violence rapidement contenue la fin d'un avant et le début d'un après, la ligne de démarcation entre quatre années d'une présidence Trump ayant divisé une

société américaine déjà fragilisée, et les prémises d'une présidence Biden marquant un retour à la tempérance et à l'apaisement. C'est bien cet écueil que l'historien Ran Halévi cherche à prévenir. Dans son ouvrage *Le chaos de la démocratie*

américaine, celui qui est aussi directeur de recherche au CNRS et directeur de collections aux éditions Gallimard, nous met en garde sur le réflexe de cantonner ce 6 janvier temporellement et politiquement. A ses yeux, l'assaut du Capitole constitue un condensé des dynamiques d'affrontement à l'œuvre depuis 30 ans dans la vie politique, et éclaire avec acuité quelques-uns des facteurs de la crise identitaire étatsunienne. Son issue avortée est donc loin de mettre un terme aux inquiétudes et aux passions dont il était porteur.

Cet évènement s'inscrit en effet dans une double chronologie : celle de la Présidence Trump comme l'explosion de passions alimentées par 4 années d'excès ; celle de la guerre culturelle à l'œuvre dans la société américaine.

Pour Ran Halévi, l'assaut dont il est question n'est qu'une « *émeute sans repères* », la différenciant par là d'une révolte dans le sens où la première n'est porteuse de rien d'autre que de passions, de colères et de violences quand la seconde se fait l'étendard d'une idéologie, d'un projet. Le 6 janvier est à cet égard la continuité insurrectionnelle d'un coup de boutoir politique, celui du Président sortant qui refuse de reconnaître sa défaite. A cet égard,

on aurait tort de penser que les faits commis relèvent uniquement d'exactions perpétrées par des groupuscules suprématistes et fascistes : l'analyse des trajectoires individuelles des personnes arrêtées met en lumière des individus relativement ordinaires, mais excités et convaincus par leur leader d'une élection volée. C'est le cas d'encore 73% des sympathisants républicains qui restent persuadés d'une vaste fraude électorale. Comprendre le 6 janvier 2021 implique donc de s'interroger sur la dérive ayant conduit des millions d'Américains à nourrir le sentiment d'une tromperie électorale.

En réalité, le refus du Président Trump d'admettre son échec et de favoriser une continuité institutionnelle apaisée et pacifique s'inscrit dans la tendance qui fut la sienne de sortir du cadre traditionnel de la politique américaine. Ran Halévi rappelle à quel point sa Présidence a installé une nouvelle conception de la politique, un savant mélange d'excès, de tromperies et de vulgarité. Aux yeux du milliardaire devenu chef de la plus grande démocratie du monde, le mensonge n'est qu'une variante de la vérité, ou encore les thèses complotistes des explications compréhensibles à des phénomènes complexes (globalisation économique, guerres, etc). Certes, ces pratiques ne sont pas nées en 2016, et ont été infusées

dans le débat américain dès les années 1990 par la « révolution républicaine » de Newt Gingrich. Balayées les nombreuses traditions parlementaires reposant sur un esprit bipartisan : il s'agissait de transposer au débat politique une vision manichéenne du Bien et du Mal, générant une polarisation nouvelle mais intense. Toutefois, avant Donald Trump, jamais un Président, même républicain, n'avait fait siennes ces pratiques politiques alternatives en les installant à la tête de l'Etat. En quatre ans, celui-ci aura ainsi égrené sans sourciller plus de 30 000 mensonges d'après le Washington Post.

Par sa personnalité hors-système et son refus affiché de se conformer à l'establishment, Trump a alors rallié à lui une partie de l'Amérique qui attendait qu'on lui donne voix au chapitre. En s'inscrivant dans deux mouvements de fond qui caractérisaient le débat public depuis plusieurs décennies, à savoir la polarisation croissante et la haine des élites, le candidat puis Président s'est fait le héraut d'un mouvement de masse populiste qui rassemblait oubliés de la mondialisation et coupables désignés du progressisme identitaire. En promettant de « refaire nation », il répondait en réalité à un besoin de communauté qu'exprimaient ces individus disparates et désocialisés : c'est cette armada de supporters qui a fait

la force politique de M. Trump et qui constitue toujours l'atout majeur de son possible retour en 2024.

*

Toutefois, plus qu'une pratique démagogique du pouvoir, ce sont les conséquences délétères que celle-ci a eues sur les conventions constitutives de la démocratie américaine que la Présidence Trump laissera comme inquiétante trace de son passage. En effet, Ran Halévi nous rappelle par sa fine connaissance de Tocqueville, que les Etats-Unis sont modelés par des usages que la loi n'instaure pas mais que la pratique et le temps ont laissé comme héritage impératif. Dans ce domaine, la civilité démocratique (reconnaissance bipartisane de l'adversaire qu'impose le suffrage ou sa fonction) et la retenue institutionnelle (exercice du pouvoir conféré par les lois dans la retenue qu'institue leur esprit) sont certainement les plus importantes. Mais ces attributs constitutifs de l'identité politique américaine n'engagent que ceux qui s'y soumettent. C'est ainsi que, depuis la « révolution Gingrich », ceux-ci vont être mis à mal par la polarisation croissante et la fin de la coopération bipartisane. Or, en portant atteinte à cette essence constitutionnelle, ce sont les fondements même de la démocratie américaine qui sont sapés, sa

légitimité qui est contestée et son avenir qui est menacé. Pour Ran Halévi, « *quand on touche [...] à une convention aux seules fins d'un bénéfice politique, le système s'expose à de grands hasards* ». Une telle dérive a trouvé ainsi son expression la plus aboutie dans le refus du Président Trump de reconnaître la légitimité de son successeur, distillant par là le poison du soupçon autour du vote, et donc contre le système politique dans son ensemble. L'ennui, c'est qu'une fois bravés, les usages informels sont bien difficiles à restaurer et c'est la démocratie américaine elle-même qui pourrait en être écornée irréversiblement.

En réalité, pour Ran Halévi, le piétinement de ce qui fait l'ADN même de la démocratie américaine résulte plus largement d'une radicalité politique distillée depuis maintenant 30 ans par deux mouvements de sape de la démocratie libérale : le populisme de droite et le « wokisme » identitaire (une nouvelle conception de l'inégalité, qui serait par nature structurelle, désignant des oppresseurs et des opprimés dans chaque rapport social). C'est à une véritable guerre culturelle que ces deux tendances idéologiques se livrent, alimentant une polarisation telle que les deux camps tendent à devenir deux Amériques parallèles qui ne s'écoutent plus et ne se

comprennent plus. Pour autant, et c'est là l'originalité du propos, l'auteur dessine une forme de « *convergence illibérale* » entre ces deux forces corrosives que tout paraît pourtant séparer, et au premier rang duquel l'identité nationale, que les uns conçoivent comme unique et immuable, quand les autres souhaitent la déconstruire pour mieux la rendre multiple. Il ne reste que le trumpisme comme l'idéologie progressiste ne conçoivent plus le débat comme un échange mais comme un combat, la société devenant la nouvelle arène d'une lutte où l'ennemi a supplanté l'adversaire. Boucs émissaires, simplifications et haines sont devenus les principaux moteurs de ces deux mouvements, dissolvant la traditionnelle gestion du désaccord par la discussion. Dans cette conflictualité exacerbée, les réseaux sociaux ont une responsabilité évidente, contribuant à créer une sociabilité partisane hermétique à l'avis contraire.

Trumpistes comme wokistes fragilisent donc de manière dangereuse une démocratie représentative qui ne parvient plus à gérer un conflit politique qui a changé de nature, d'instruments et d'acteurs. En usant de l'émotion et parfois même de la violence, ils combattent dans un même élan une démocratie libérale dont ils ont fait leur cible privilégiée, en n'y opposant

pour autant aucun projet d'avenir ou d'alternative crédible.

En somme, les évènements du 6 janvier restent d'une inquiétante actualité tant les haines et passions qu'ils ont révélées sont toujours opérantes dans le débat public américain. Plus que les oppositions, caractéristiques de toute démocratie vivace, c'est leur radicalisation par des dynamiques culturelles nouvelles qui fracture le « We, the people » originel. Et ce alors que la possibilité d'un retour de Donald Trump en 2024 n'est pas à écarter. L'analyse de Ran Halévi paraît d'autant plus pertinente que les maux américains semblent avoir traversé l'Atlantique : s'interroger sur la démocratie américaine, c'est questionner la bonne santé de la démocratie libérale dans son ensemble.

Pour autant, la « *convergence illibérale* » soulignée dans cet ouvrage entre wokisme et trumpisme paraît à certains égards réductrice. D'abord parce que les

tenants d'un nouveau progressisme sociétal sont aussi nombreux qu'hétéroclites : les réduire à un mouvement homogène et une étiquette floue occulte la diversité de leurs thèses et de leurs mobilisations. Par « woke », désigne-t-on uniformément le mouvement de libération de la parole de la femme #MeToo et les déboulonneurs de statues controversées ? Par ailleurs, si certains tenants de la théorie de la race dénoncent la démocratie libérale comme le fruit d'un héritage oppressif, leur répertoire d'actions ne relève pas (encore) de celui des foules ayant saccagé la Capitole, et avec lui, le symbole du pouvoir américain. On pourrait donc être moins catégorique à l'égard de ce courant politique encore jeune et divers, dont l'avenir doit être scruté avec attention.

Charles BOSSELUT
Chargé de mission,
Fondation Prospective et Innovation